Le 16-04-2024

Télécharger ou imprimer au format PDF

Image

Boris Pistorius, Ministre allemand de la défense

par Joël Perichaud, Secrétaire national du Pardem aux relations internationales

C’est un des slogans favoris de l’UE et des europhiles de tous poils : “L’Europe c’est la paix “. Cette antienne, qui veut faire croire que c’est grâce à l’UE qu’il y a la paix sur notre continent, est historiquement fausse. Car, au contraire de la propagande eurolâtre, c’est bien grâce à la victoire sur l’Allemagne nazie que la paix s’est installée et que l’UE a pu se

construire.
La “Pax Europae”, soutenue par la devise “In varietate concordia” (l’unité dans la diversité, devenue dans la traduction française : Unie dans la diversité) est une légende. D’après la Commission européenne, « *cette devise signifie que, au travers de l'Union européenne, les Européens unissent leurs efforts en faveur de la paix et de la prospérité, et que les nombreuses cultures, traditions et langues différentes que compte l'Europe constituent un atout pour le continent* ». Belle déclaration contredite par les faits. Guerre de l’UE au Kosovo, guerre économique entre les pays membres, utilisation de l’anglais comme langue de l’UE, participation active de l’UE dans les guerres étasuniennes de l’OTAN, etc. Quant à la prospérité, elle ne bénéficie qu’aux plus riches, aux grands actionnaires, aux multinationales…
Examinons donc les faits réels, preuves à l’appui comme d’habitude. Attention, « ça pique »

Allemagne : Des directives de la Défense pour rendre le pays « fort à la guerre »

Début novembre 2023, le ministre allemand de la Défense, Boris Pistorius (social-démocrate - SPD), appelait à ce que l'Allemagne soit à nouveau « kriegstüchtig » (forte à la guerre) et « wehrhaft » (vaillante) et que la Bundeswehr (l’armée allemande) et la société dans son ensemble soient organisées en conséquence.
L’objectif du réarmement complet et de la militarisation de toute la société n’est pas qu’une figure de rhétorique. Elle a un goût amer et une odeur de pourriture puisqu’elle reprend le contenu de la politique nazie qui, avant et pendant la Seconde Guerre mondiale, invoquaient constamment la “force à la guerre” et la “vaillance”du peuple allemand.

Image

L’hebdomadaire nazi «Das Reich » avec un éditorial du ministre de la Propagande Josef Goebbels

Le 9 juillet 1944, alors que la défaite de la Wehrmacht d’Hitler était inéluctable, l’hebdomadaire nazi *Das Reich* titrait : "*Forts à la guerre comme jamais*”. L'éditorial, rédigé par Joseph Goebbels, le ministre de la Propagande, invoquait la “force à la guerre” de l'Allemagne et appelait encore à la mobilisation de toutes les forces de la nation pour la victoire.

En novembre 2023, Boris Pistorius et l’inspecteur général Carsten Breuer de la Bundeswehr, s’appuyant sur la “Stratégie de sécurité nationale” publiée en juin 2023, ont publié les lignes directrices de la politique de défense pour l’année à venir, véritable projet pour la guerre totale. Selon ce document de 35 pages, tous les domaines de la société doivent être orientés vers la guerre, les soldats et les civils allemands devant être sacrifiés pour les intérêts prédateurs de l'impérialisme allemand.

Le message principal du document est : « *Notre capacité à nous défendre nécessite une Bundeswehr prête à la guerre… son personnel et ses équipements sont orientés vers l’accomplissement de ses missions exigeantes… avec la volonté de se battre à tout moment avec l’aspiration à réussir dans des combats de haute intensité… Non seulement nous voulons remporter la confrontation avec un adversaire au moins égal mais nous devons le faire.* »

L’objectif clé est « *Être fort à la guerre comme maxime d’action* ». L’Allemagne a besoin de «*soldats qui ont la volonté de défendre courageusement les droits et la liberté du peuple allemand, en acceptant consciemment le risque pour leur vie et leur intégrité physique* ».

Ces déclarations de l’Allemagne d’aujourd’hui sonnent comme un avertissement. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, aucun gouvernement allemand n’avait osé parler aussi ouvertement de guerre, de victoire et de volonté de mourir sur les champs de bataille. Quant à la classe

dominante néolibérale allemande qui a provoqué et soutenu le nazisme, elle est aujourd'hui déterminée à réarmer l'Allemagne pour en faire la première puissance militaire européenne et la rendre capable de mener une guerre majeure sur le continent européen.
Le document précise : « *La guerre est revenue en Europe. L'Allemagne et ses alliés doivent une fois de plus faire face à une menace militaire… Ce « tournant […] change fondamentalement le rôle de l'Allemagne et de la Bundeswehr… En tant que pays le plus peuplé et économiquement le plus fort au centre de l'Europe, l'Allemagne a une responsabilité et doit être l'épine dorsale de la dissuasion et de la défense collective en Europe* ».
Le document identifie la Russie comme principal adversaire. « *Après sa guerre d'agression contre l'Ukraine en violation du droit international, la Fédération de Russie demeure, sans un changement interne fondamental, la plus grande menace permanente pour la paix et la sécurité dans la zone euro-atlantique*. »
Malgré les aveux de Jen Stoltenberg, secrétaire général de l'OTAN, expliquant les raisons réelles qui ont poussé la Russie à envahir l'Ukraine (lire : USA, OTAN et UE se moquent des Ukrainiens et des peuples), l'UE et les gouvernements des pays membres continuent à truquer la réalité.
L'Allemagne utilise désormais cette guerre dans laquelle le clan occidental est loin d'être exempt de responsabilité, pour réaliser ses plans de réarmement et pour se réorienter militairement vers l'Est.
Les nouvelles directives décrivent d'ailleurs la « *réorganisation d'une brigade de combat en Lituanie* » comme étant « *le projet phare de la nouvelle ère* ». Et le Chancelier allemand Olaf Scholz d'ajouter lors de la dernière conférence de la Bundeswehr : « *Nous contribuons également à la sécurité de l'espace aérien dans les autres États baltes, en Pologne, en Slovaquie et en Roumanie, en renforçant notre présence au sol ainsi que la capacité de dissuasion de l'Alliance en mer… Et tout cela n'est que le début ; car avec la mise en œuvre des plans de défense de l'OTAN, nous serons appelés à faire encore plus. Notre position géographique en Europe signifie que l'Allemagne constitue la plaque tournante centrale de l'Alliance.* »

Mais qu'est-ce que la « mise en œuvre des plans de défense de l'OTAN » ?

Rien moins qu'une guerre contre la Russie. La preuve ? Lors du dernier sommet de l'OTAN à Vilnius (Lituanie) les 11 et 12 juillet 2023, l'alliance a adopté un plan de guerre de 4 000 pages qui définit, en détail, quelles troupes seraient déployées, où et quelles armes seraient à leur disposition.
En outre, la force de réaction rapide de l'OTAN passera de 40 000 à 300 000 soldats. Plus précisément, le plan de l'OTAN envisage « d'assurer le renforcement en temps opportun de tous les alliés conformément à notre approche à 360 degrés » avec un engagement de financement intégral et la mise en oeuvre d'exercices réguliers afin de préparer « des opérations de défense collective de haute intensité et transversales ».
Les lignes directrices de cette politique au nom de la défense incluent une escalade nucléaire : « *La défense nationale et celle de l'alliance continuent de nécessiter une participation à une dissuasion nucléaire crédible… […] Grâce au partage nucléaire, l'Allemagne continuerait à « apporter une contribution à la dissuasion nucléaire au sein de l'Alliance* ».
Les ambitions dominatrices de l'Allemagne ne se limitent pas à l'Europe et à la Russie. La section "Évaluation de la politique de défense" précise : *« Même si nous nous concentrons sur la sécurité face à la Fédération de Russie, l'Allemagne est confrontée à une multitude de défis de politique de sécurité simultanés et qui se renforcent mutuellement. Les crises, les conflits et les tensions régionales influencent notre environnement de sécurité immédiat en Afrique, au Moyen-Orient, dans l'Arctique et dans l'Inde-Pacifique* ». Une formulation explicite de la prétention de la Bundeswehr à intervenir militairement dans le monde entier au nom des intérêts économiques du capitalisme ordolibéral (1) : « *Pour l'Allemagne, en tant que nation commerçante faisant partie d'un réseau économique mondial…la déstabilisation dans d'autres régions du monde et les menaces qui pèsent sur la liberté de navigation maritime ont un impact direct sur la sécurité et la prospérité* ».

Les nouvelles directives sont bien plus concrètes sur les conséquences des plans de guerre, y compris en Allemagne même. Elles appellent au développement d’une économie de guerre et à la militarisation complète de la société : « *L’extension d’une capacité industrielle de défense solide et sûre est un élément important pour l’approvisionnement rapide, complet et durable de la Bundeswehr en temps de crise et de guerre* ».
La notion de "vaillance” décrit « *l'attitude intérieure envers la préparation à la défense de l'ensemble de la Bundeswehr avec une force de rayonnement à long terme sur tous les domaines relevant de la défense et sur la société allemande ». La Bundeswehr, y compris la réserve, doit figurer « au centre de la société ». La vaillance pour la protection de l'Allemagne est « une tâche de l’ensemble de la société…La préparation opérationnelle nécessite des ressources et la «politique de sécurité ne pourra pas être gérée au long terme sans une difficile priorisation » indique le document. « l’exigence que la Bundeswehr soit prête à intervenir… ne tolère aucun retard et fait du temps un facteur crucial* ».
Voilà qui est clair : les classes dominées, la population laborieuse doit payer le prix du réarmement et de la militarisation de la société par des réductions ou suppressions de prestations sociales et salariales, sous forme d'attaques massives des droits démocratiques pour réprimer toute résistance et en tant que futures victimes sur le front. Et déjà souffle en France un vent mauvais. Non seulement Macron a endossé l’uniforme du va-t-en-guerre mais, de plus, il s’attaque dès maintenant à opérer de nouvelles coupes sombres aux dépends des fonctionnaires, quitte à remettre en cause leur statut par la voix de son ministre de la Fonction publique ! Mais hélas qui fait le lien entre financement de la guerre et « réformes » des indemnités chômage et attaques contre le service public ?

Note
1 - L’ordolibéralisme est une doctrine économique et sociale allemande née dans l’entre-deux-guerres. Ce courant de pensée est la base idéologique de la construction européenne. Son poids n’a cessé de s’accroître avec l’approfondissement du processus d’intégration. La preuve est aujourd’hui apportée par le contenu des traités européens et des politiques qui en découlent. Comprendre l’ordolibéralisme permet de “lire” l’histoire de l’Union européenne (UE).
L’ordolibéralisme est incarné par une Allemagne rigoureuse, autocentrée, intransigeante, adepte des cures d’austérité, réfractaire à la solidarité financière et inattentive aux détresses sociales des États du Sud de l’UE. L’ordolibéralisme pose trois normes directrices. Tout d’abord, les prix libres orientent les décisions des agents économiques mais le marché doit être contrôlé, préservé des dérives et c'est l’État qui est la responsable de la “concurrence libre et non faussée”. Ensuite, un système économique efficace assure le maximum de sécurité et de lisibilité à ses acteurs. Pour cela, deux conditions sont indispensables : une faible inflation et la maîtrise des finances publiques. Selon la doctrine, peu d’inflation facilite les choix rationnels des agents et le maintien du pouvoir d’achat. Des finances publiques saines évitent des pressions inflationnistes. Enfin, l’État a pour mission de soutenir les citoyens fragilisés par le système économique. Mais la réalisation de ce commandement est antinomique avec les deux normes précédentes…L’ordolibéralisme de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE) offre aussi l’avantage d’exonérer les gouvernements de l’UE de leurs responsabilités dans les politiques décidées collectivement. Cela dit, nul doute en la matière : l’Europe monétaire est de nature résolument ordolibérale… La preuve ? Dans son discours du 18 juin 2013 à Jérusalem, le président de la BCE Mario Draghi affirmait : « La BCE est fermement fondée sur les principes de l’ordolibéralisme ». Il ne pouvait être plus clair .
Et le choix politique de l’ordolibéralisme convient à tous les États membres de l’UE pour deux raisons principales : cette doctrine résonne fortement avec la pensée néolibérale dans le monde occidental ; et elle offre un support idéologique commun aux gouvernements convaincus des vertus indépassables du marché et désireux de construire un marché et une monnaie uniques.

Lisez la suite la semaine prochaine et découvrez les promo de l’UE en matière de dépense d'armement.

Ou si vous êtes pressé : L'UE obéit aux ordres de l'OTAN et de l'Allemagne

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire